

PREFET DES CÔTES D'ARMOR

DIRECTION
DEPARTEMENTALE DE
LA PROTECTION DES
POPULATIONS

ARRETE
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Service
Prévention des risques
environnementaux
N°IC 2003/0238
LA



Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement (livre V) ;
- VU le Code du Travail et notamment le livre II,
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 janvier 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2170 « engrais et supports de culture (fabrication des) à partir de matières organiques et mettant en œuvre un procédé de transformation biologique aérobie (compostage) des matières organiques ,
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005 , modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2102 1° de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009, modifié, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

- VU l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2008, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « **E.A.R.L. DE KERGOULIO** », l'autorisant à exploiter en ALLINEUC un élevage porcin de 6537 pl. d'animaux équivalents réparties sur deux sites « Quénéquintoux » (soit 115 pl. maternité, 445 pl. gestantes-verraterie, 2100 pl. post-sevrage, 4205 pl. engraissement, 32 pl. quarantaine-infirmerie); et « Kergoulou », 200 pl. engraissement,
- VU le récépissé de déclaration délivré le 5 novembre 2009 au titre de l'installation classée « **E.A.R.L. DE KERGOULIO** » pour la reprise d'un élevage bovin déclaré le 7 mars 2008 au nom du GAEC DE KERFAGOT pour un cheptel de 104 veaux de boucherie, exploité sur le site de « Kergoulou » en ALLINEUC,
- VU le récépissé de déclaration délivré le 16 novembre 2009 au titre de l'E.A.R.L. DE KERGOULIO pour la reprise d'un élevage porcin autorisé le 15 octobre 2007 au nom du GAEC RAULT-MAROT devenu E.A.R.L. DES TOUCHETTES pour 715 pl. animaux équivalents (soit 16 pl. maternité, 50 pl. gestantes verraterie, 4 pl. quarantaine infirmerie, 166 pl. post sevrage et 480 pl. engraissement, et exploité sur le site « Les Grandes Touchettes » en PLOUGUENAST,
- VU le récépissé de déclaration délivré le 23 novembre 2010 au titre de l'exploitation de l'élevage initialement autorisé le 13 décembre 1993 et modifié le 11 avril 2005 pour un cheptel de 2151 pl. animaux équivalents (soit 51 pl. maternité, 211 pl. gestantes verraterie, 798 pl. post sevrage, 1180 pl. engraissement et 26 pl. cochettes) au titre de l'E.A.R.L. DU BARTAN (gérée par Mme Marie-Claude RIVALLAN) avec maintien de la Sté et changements des exploitants (MM LE HUIDOUX Frédéric, Jean-Charles et Richard), et exploité sur le site « Le Bartan » en MERLEAC,
- VU la demande présentée le 09 avril 2010 par l'installation classée « **E.A.R.L. DE KERGOULIO** », sise « Kergoulou » en ALLINEUC, en vue de la restructuration d'un élevage porcin autorisé, (suite au rapatriement des 200 pl. engraissement du site de « Kergoulou » vers le site de « Quénéquintoux », à la reprise de l'élevage porcin autorisé le 15 octobre 2007 au nom de l'EARL DES TOUCHETTES et à la reprise de l'atelier veaux déclaré le 7 mars 2008 au nom du GAEC DE KERFAGOT, et également au rapatriement du cheptel truies en provenance de l' E.A.R.L. BARTAN avec transfert) soit un cheptel de 7071 pl. animaux équivalents (soit 149 pl. maternité, 60 pl. quarantaine, 694 pl. gestantes verraterie, 3000 pl. post sevrage et 3882 pl. engraissement), la mise à jour du plan d'épandage, avec traitement des lisiers de porc produits dans la station de traitement existante (le résidu de centrifugation sera exporté via un contrat avec la Sté TERRIAL), le réaménagement de bâtiments existants dans le cadre de la reconversion du site en naisseur engraisseur partiel, la réalisation de constructions neuves dont construction de 32 pl. maternité, 872 pl. post sevrage, un local pour verrats, un local pour la machine à soupe), en ALLINEUC au lieu-dit « Quénéquintoux » (Section ZT n° 11-112-118 et ZR n° 36); Les sites de "Kergoulou" et les Grandes Touchettes" seront vidés.
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du Commissaire-enquêteur;
- VU les délibérations des conseils municipaux de ALLINEUC (20 janvier 2011), BODEO (25 octobre 2010), MERLEAC (12 octobre 2010) et UZEL (1er décembre 2010) ;
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 10 février 2011,

VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 25 février 2011 ;

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports " azotés " ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant de l'OUST ;*

CONSIDERANT que les installations sont dûment autorisées ou déclarées au titre des installations classées,

CONSIDERANT que les reprises ont été autorisées au titre du contrôle des structures, (C.D.O.A. des 16 avril 2009 et 27 mai 2009) ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire respecte ses obligations de résorption,

CONSIDERANT que le pétitionnaire a mis en place les meilleurs techniques disponibles (M.T.D.) techniquement et économiquement réalisables,

CONSIDERANT qu'il y a équilibre de la fertilisation en phosphore sur le plan d'épandage,

CONSIDERANT que la restructuration envisagée s'accompagnera de la mise à jour du plan d'épandage, de la construction de bâtiments (construction de 32 pl. maternité, 872 pl. post sevrage, un local pour verrats, un local pour machine à soupe et un bureau, et construction de deux bâtiments engraissement d'une capacité de 3478 pl.) de l'augmentation des flux entrant dans la station de traitement , de la construction d'une nouvelle fosse d'homogénéisation de 700 m³ » d'une fosse pour le stockage des lisiers centrifugés de 1312 m³ utiles et d'un hangar de stockage de la centrifugeuse et de compostage des co-produits (600 m²),

CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton d'UZEL, dont le seuil d'obligation de traitement est de 12500 UN et le plafond d'épandage 75 ha ;

CONSIDERANT que l'exploitation produit 55129 UN et 32004 UP2O5, (dont 5735 UN et 2445 UP2O5 d'origine bovine),

CONSIDERANT que la totalité des lisiers (49394 UN et 29559 UP2O5) sera traitée via la station de traitement de type EVALOR avec séparation de phase en tête,

CONSIDERANT que la station de traitement avec l'exportation des co-produits permet un abattement de 79% de l'azote,

CONSIDERANT qu'après traitement, les « produits » issus de celle-ci et les lisiers et fumiers bovins seront gérés de la manière suivante :

- 4 374 UN et 680 UP2O5 seront épandues sous forme de lisier centrifugé;
- 11 361 UN et 23 647 UP2O5 seront exportées sous forme de co-produits;
- 4 371 UN et 2 616 UP2O5 seront épandues sous forme de boues;
- 1 749 UN et 2 616 UP2O5 seront épandues sous forme de surnageant.

- 5 735 UN et 2 445 UP2O5 seront épandues sous forme de fumier et de lisier bovin (dont 4 013 UN et 1713 UP2O5 non maîtrisables).

CONSIDERANT qu'au total, seront épandues 16 229 UN et 8 357 UP2O5 sur les terres en propre du pétitionnaire (123,2 ha de SAU et 106,8 ha de SDN) soit une charge azotée de 152UN/ha UN/ha ;

CONSIDERANT que la charge en phosphore organique sera de 78 UP2O5/ha (*pétitionnaire*) ;

CONSIDERANT la convention signée avec la Sté TERRIAL portant sur 658 tonnes de co-produits; qui seront exportés vers des cantons inférieurs à 140 UN/ha,

CONSIDERANT que l'éleveur pratique l'alimentation biphas pour l'élevage concerné ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{ER} -

« Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « **E.A.R.L. DE KERGOULIO** », sise au lieu-dit « Kergoulio » en ALLINEUC , à exploiter au lieu-dit « Quénéquintoux » (section ZT n° n° 11-112-118 et ZR n° 36) en ALLINEUC, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande,

=> **un élevage porcin dont la capacité maximale est de 7071 places animaux équivalents (PAE)** réparties comme suit :

Site « Quénéquintoux » en ALLINEUC	Animaux-équivalents (PAE)
149 pl. maternité	soit 447 PAE
694 pl. gestantes-verraterie	soit 2082 PAE
3000 pl. post-sevrage	soit 600 PAE
3882 pl. engraissement	soit 3882 PAE
60 pl. quarantaine infirmerie	soit 60 PAE
<i>Total : 7785 animaux</i>	<i>Total : 7071 pl. animaux-équivalents</i>

=> **une unité de traitement des lisiers** comprenant :

- une séparation de phase en tête (produisant un co-produit ci-après dénommé "résidus organiques") ;
- un hangar de stockage et de compostage du résidu organique ;
- un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ;
- une séparation du lisier traité par décantation / filtration secondaire des boues (produisant deux coproduits ci-après dénommés "boues biologiques" et "effluent épuré") ;
- une fosse de stockage des lisiers centrifugés ;
- une fosse de stockage des boues biologiques ;
- une lagune de stockage de l'effluent épuré.

Cette unité de traitement traitera la totalité des déjections de l'élevage porcin ci-dessus, à savoir : 13 1632 m3 de lisier (49 394 kg d'azote) produits annuellement.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement (comprenant élevage et unité de traitement) soumise à autorisation sous la rubrique n° 2102-1 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté

ministériel du 7 février 2005, modifié et l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2009, modifié visés ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après.

Il est également donné acte à L'EARL DE KERGOULIO de sa déclaration par laquelle il fait connaître qu'elle va exploiter à cette adresse une installation de traitement aérobic (compostage) à partir de matière organique dont la quantité de matières traitées par jour sera de 3,6 tonnes et dont la capacité maximale de production sera de 658 tonnes par an (compost de résidus organiques).

Pour l'exploitation de cette unité de compostage, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à déclaration, (rubrique 2170-2) le pétitionnaire devra respecter les prescriptions générales de l'arrêté préfectoral ainsi que les prescriptions particulières définies ci-après.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ELEVAGE PORCIN

2.1. - Effectifs :

2.1.1. - L'effectif porcin maximal en présence simultanée ne devra pas dépasser 843 reproducteurs (truies, verrats cochettes saillies), 3 882 porcs charcutiers de plus de 30 kg et 3 000 porcelets sevrés de moins de 30 kg.

2.1.2. - L'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 750 reproducteurs (truies, verrats cochettes). Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (bilans comptables, gestion technique ...).

La production annuelle de porcs charcutiers ne devra pas dépasser 11 643 animaux, et celle de porcelets ne devra pas dépasser 17 706 animaux.

2.1.3. - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement...). Si le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

2.2. - Alimentation biphase avec utilisation de phytases :

2.2.1. - L'alimentation biphase et l'utilisation de phytases, déjà mises en place, seront conservées et utilisées pour la totalité des porcins présents dans l'élevage.

2.2.2. - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures,) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, présence de phytases, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans. -

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'EXPLOITATION DE L'UNITE DE TRAITEMENT DES LISIERS

3.1. - Les inspecteurs des installations dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées.

Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les autosurveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.

3.2. - Aux fins de contrôles, seront placés :

- un dispositif pour comptabiliser le volume des lisiers bruts entrant dans le séparateur de phase ;

- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier centrifugé entrant dans l'unité de traitement (réacteur) ;

- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des additifs incorporés ;

- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits ;

- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des boues biologiques produites;

- un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit. Un compteur volumétrique sera installé sur la canalisation d'arrosage de l'effluent épuré afin de mesurer le volume utilisé en irrigation;

- un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;

- un compteur électrique différent de celui de l'élevage.

3.3. - Une alarme visuelle ou sonore sera installée pour prévenir l'éleveur en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).

3.4. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières seront effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact . Toute modification de ce protocole devra être communiquée au service des Installations Classées.

3.5. - *Débits et flux de pollution entrant :*

3.5.1. *dans le séparateur de phase*

Lisier brut	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen
Volume	1 3 162 m3	36,06 m3
N Global	49 394 kg	135,33 kg
M.E.S.	573 617 kg	1 571,55 kg

- sur 7 jours consécutifs et avec un maximum de 30 jours/an

3.5.2. *dans l'unité de traitement biologique (réacteur):*

Lisier centrifugé	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen
Volume	11 724 m3	32,12 m3
N Global	33 659 kg	92,2 kg
M.E.S.	228 443 kg	625,9 kg

3.6. - *Débits et flux de pollution relatifs aux co-produits :*

Lisier centrifugé	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	1 4 3 8 m3	3,94 m3
N Global	4 374 kg	11,98 kg
M.E.S.	29 685 kg	88,33 kg

Résidus organiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	6 5 8 T	1,8 T
N Global	11 361 kg	31,13 kg
M.E.S.	315 489 kg	8642,35 kg

Boues biologiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	1 3 6 8 m 3	3,75 m3
N Global	4 371 kg	11,97 kg
M.E.S.	71 071 kg	194,72 kg

Effluent épuré	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	7 9 2 1 m ³	21,7 m ³
N Global	1 749 kg	4,79 kg
M.E.S.	50 765 kg	139,08 kg

3.7. - Autosurveillance : suivi

L'éleveur procédera quotidiennement aux opérations suivantes :

- vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement ;
- relevé du volume de lisier brut entrant dans le séparateur de phase ;
- relevé du volume de lisier centrifugé entrant dans le réacteur ;

L'éleveur procédera hebdomadairement aux opérations suivantes :

- relevé du volume de résidus organiques produits ;
- relevé du volume de boues biologiques produites ;
- relevé du volume d'effluent épuré produit ;
- relevés de compteurs (consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase,).

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (période de "mise en charge"), des tests rapides NH₄/NO₃ seront réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire sera suffisant.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides seront consignés par l'éleveur sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement devra y être mentionnée. Ce cahier sera tenu à disposition du service des installations classées.

3.8. - Autosurveillance : bilan matière

3.8.1. - Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement, l'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprendra au moins :

- bilan des volumes de lisier brut entrant, du lisier centrifugé entrant dans le réacteur et des différents coproduits,
- une analyse du lisier brut (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera représentatif de la production globale de l'élevage (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses) ;
- une analyse du lisier centrifugé épandu (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans la fosse de stockage des lisiers centrifugés ;
- une analyse des résidus organiques (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans le tas de stockage des résidus ;
- une analyse des boues biologiques (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans le local de stockage ;
- une analyse de l'effluent épuré (MES, N global, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent.

Les analyses seront réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le Ministère de

l'Environnement. Les bilans seront adressés bimestriellement par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

3.8.2. - Au terme de cette année de "mise en charge", le service des installations classées émettra un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes précités sont effectués deux fois par an (à au moins trois mois d'intervalle). Les autres paramètres restent inchangés.

Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de "mise en charge" est prolongée de 6 mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis sera donné au terme de ces 6 mois.

3.8.3. - Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (modification importante du process), la procédure correspondant à la "mise en charge" est à nouveau appliquée pour une période de 6 mois.

3.9. - *Assistance technique* :

Si l'éleveur a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'éleveur.

3.10. - *Validation de l'autosurveillance* :

Une visite par un organisme reconnu indépendant pourra être diligentée à la demande de l'Agence de l'Eau ou du service chargé de l'Inspection des Installations Classées.

La mission de validation de l'autosurveillance consiste à :

- établir le descriptif des ouvrages d'épuration ainsi que l'origine des lisiers à traiter;
- effectuer un contrôle de qualité des informations générées par l'autosurveillance (vérification du bon fonctionnement des appareils de mesure, étalonnages, vérification du cahier d'exploitation, mise en oeuvre de l'échantillonnage et du transport des échantillons, agrément du laboratoire, méthodes d'analyses, fréquence des bilans...),
- vérifier la "traçabilité de l'azote" (correspondance N théorique CORPEN / N réellement traité, cohérence N entrant dans la station / N dans les co-produits...).

A l'issue de cette visite, un rapport détaillé sera adressé au service des Installations Classées.

ARTICLE 4 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES EN MATIERE DE STOCKAGE ET D'EPANDAGE DES CO-PRODUITS ET LISIERS BRUTS.

4.1 - Les lisiers bruts seront recueillis dans une fosse d'homogénéisation d'un volume de 700 m³.

4.2 - Les lisiers centrifugés seront stockés dans une fosse d'un volume de 1 312 m³.

4.3. - Les résidus organiques seront stockés dans un local couvert de 600 m²

4.4. - Les boues biologiques seront stockées dans une fosse de 800 m³.

4.5. - L'effluent épuré sera stocké dans une lagune de 6 000 m³.

4.6. - Tous les ouvrages de stockage (lisiers bruts, lisiers décantés, boues biologiques, effluent épuré) et le réacteur biologique de 1 100 m³ devront être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

4.7. - L'effluent épuré sera utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes :

- l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins,
- les conditions météorologiques doivent être favorables (vents faibles ou nuls),
- la pression doit être basse (2,5 bars maximum en sortie de buse).

4.8. - Les épandages de lisiers bruts et de co-produits ainsi que les irrigations réalisées au moyen de l'effluent épuré seront consignés dans un cahier de fertilisation conformément à l'annexe au présent arrêté. Ce cahier fertilisation sera annexé au cahier d'exploitation.

4.9. - Pour les co-produits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement sera tenu par l'éleveur mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du

destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement seront annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'éleveur devra trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.

4.10. - Le transport des lisiers bruts, des boues biologiques, de l'effluent épuré et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements sur la chaussée. Tous ces transferts seront consignés sur le cahier fertilisation.

ARTICLE 5 - PRESCRIPTIONS EN MATIERE DE MISE EN SERVICE ET DYSFONCTIONNEMENTS DE L'UNITE DE TRAITEMENT.

5.1. - L'unité de traitement déjà construite et mise en service sera complétée selon les indications de l'étude d'impact simultanément à l'entrée des animaux dans les nouvelles constructions.

5.2. - En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées sera immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des co-produits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage seront réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.

ARTICLE 6 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'INSTALLATION DE COMPOSTAGE DES RESIDUS ORGANIQUES

6.1. *Aménagement et fonctionnement des installations :*

6.1.1 - Généralités

La fabrication des produits (compost de résidus organiques) sera réalisée par une unité de compostage comprenant :

- deux caissons de bioséchage (100 m²) ;
- une aire de stockage et de maturation du compost permettant un stockage de 6 mois et offrant un accès aux engins et véhicules nécessaires à l'enlèvement.
- une fosse de récupération des jus de ressuyage

Les résidus organiques seront compostés conformément à la méthode décrite dans l'étude d'impact, notamment en ce qui concerne la durée des cycles et le nombre de retournements.

6.1.2 - Résidus organiques entrant dans l'unité :

L'unité de compostage traitera les résidus organiques de l'unité de traitement, à savoir 3,6 t/jour de produit frais issu de centrifugation. L'installation produira 658 tonnes de résidus organiques (11 361 kg d'azote) annuellement.

6.1.3 - Aménagement de l'unité de compostage

L'unité de compostage sera réalisée conformément aux indications de l'étude d'impact :

- le bioséchage sera réalisé dans deux caissons ventilés équipés de gaines d'aspiration ;
- l'aire de stockage du compost de 400 m² sera couverte,
- un système de collecte des écoulements sera aménagé
- le sol sera bétonné et devra être réaménagé en cas de dégradation importante préjudiciable au compostage.

6.2. - *Conformité des produits :*

Conformément au dossier déposé, les engrais et supports de culture fabriqués (Compost de résidus organiques) devront répondre aux exigences des normes en vigueur (Norme NFU 42-001 relatif aux engrais organiques).

Pour les éventuels produits non conformes, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en oeuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

6.3. - *Destination des produits :*

Les produits obtenus ne pourront en aucun cas être épandus dans des cantons où la charge moyenne en azote organique est supérieure à 140 kg d'azote par hectare. Cette exclusion concerne notamment les cantons en excédent structurel.

6.4. - *Traçabilité des produits :*

Le pétitionnaire tiendra à jour un registre de la destination des engrais et support de cultures produits comportant au minimum pour chaque enlèvement les informations suivantes :

- a) - date d'enlèvement,
- b) - nom, adresse et coordonnées du destinataire final ;
- c) - nom du transporteur ;
- d) - quantité en tonnes.

A la fin de chaque année civile, le pétitionnaire transmettra au service des installations classées un bilan annuel, comportant :

- a) - les informations définies ci-dessus ;
- b) - les originaux des bons d'enlèvement ;
- c) - un état des stocks au 31 décembre.

Compte tenu de l'existence d'un contrat de commercialisation des produits par un tiers, certaines informations demandées ci-dessus (destinataire final notamment) pourront être transmises directement par le dit tiers à l'inspecteur des installations classées.

De plus, si le contrat de commercialisation n'est pas respecté ou renouvelé par les contractants ou est rompu, le pétitionnaire devra soit fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation de l'élevage.

6.5 - *Délais de mise en service - Dysfonctionnement*

La mise en service de l'unité de compostage ainsi que les différents travaux prévus au point 6.1 seront réalisés sans délai à compter de l'arrivée des nouveaux animaux prévue par la restructuration.

L'éleveur avertira le service des Installations Classées des dates de construction et de montée en charge de l'unité de compostage.

En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de compostage. Le service des installations classées sera immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de compostage, de réduction du plan d'épandage des composts après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage seront réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.

ARTICLE 7 - RESORPTION

Traitement :	27 539 UN
Alimentation biphase :	9 361 UN
Exportation :	11 361 UN
Prélèvement restructuration 20%	1 159 UN

Soit : 49 420 UN

ARTICLE 8 :- MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES (MTD)

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

ARTICLE 9 - PRESCRIPTION PARTICULIERE CONCERNANT LA REMISE EN ETAT DU SITE:

L'arrêt de atelier porcin pour 200 places engraissement sur le site "Kergoullo" à ALLINEUC sera effectif dès que le projet de restructuration externe sera réalisé sur le site "Quénequintoux" en ALLINEUC.

Le bâtiment sera ensuite désaffecté dans un délai maximal de trois mois après l'arrêt de l'exploitation.

L'exploitant remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger. En particulier :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées et semi-enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

ARTICLE 10 - EPANDAGE SUR CEREALES

L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en oeuvre de l'épandage sur céréales soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

ARTICLE 11 -

Le présent arrêté abroge et remplace la décision préfectorale susvisée du 31 décembre 2008 et la décision susvisée du 23 juin 2003 modifiée le 15 octobre 2007 au nom du GAEC RAULT MAROT, devenu EARL DES TOUCHETTES ainsi que celle du 7 mars 2008 au nom du GAEC DE KERFAGOT.

ARTICLE 12 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

ARTICLE 13 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

Les pétitionnaires sont tenus de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 14 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de ALLINEUC pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de ALLINEUC pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 15 -

« Délai et voie de recours (articles L.514-6 et L.515-27 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX).

Art. R. 514-3-1. du Code de l'environnement - Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

« — *par les tiers*, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, *le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service* ;

« — *par les demandeurs ou exploitants*, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée. ».

ARTICLE 16 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Maire d' ALLINEUC, le Directeur départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi que, pour information, au(x) maire(s) de ALLINEUC, BODEO, MERLEAC et UZEL - PLOUGUENAST.

SAINT-BRIEUC, le 08 MARS 2011

LE PREFET,

Remi THUAU.